

Les pays émergents et en développement sont responsables des deux tiers des émissions de gaz à effet de serre dans le monde, et nombre d'entre eux sont très vulnérables aux risques liés aux phénomènes climatiques. Ces pays auront besoin de financements conséquents dans les années à venir pour réduire leurs émissions et s'adapter aux effets physiques du changement climatique.

Le financement privé est essentiel pour atteindre ces objectifs, car la crise de la COVID-19 a énormément pesé sur les finances publiques et les conditions d'emprunt pour les entités publiques des pays émergents et en développement se sont durcies. Il est indispensable de mettre en place des politiques appropriées prenant en considération les enjeux climatiques, notamment la tarification du carbone, pour stimuler le financement privé de l'action climatique. Les politiques et les financements favorisant l'action climatique sont complémentaires : l'adoption de politiques mieux adaptées encourage l'investissement privé, qui à son tour contribue à atteindre les objectifs fixés dans le cadre de ces politiques.

Le chapitre 2 étudie tant les difficultés liées à la stimulation du financement privé de l'action climatique dans les pays émergents et en développement, que les opportunités qui se présentent, en particulier grâce aux instruments de financement innovants qui aident à surmonter certaines des principales difficultés.

Parmi les obstacles qui contraignent l'accroissement rapide et décisif du financement privé, nous pouvons citer le manque de projets d'infrastructure et de technologies bas-carbone susceptibles d'intéresser les investisseurs d'un point de vue financier, l'absence d'une tarification efficace du carbone, les lacunes de l'architecture d'information sur le climat (taxonomie, dispositif de transparence et de production de données) et les difficultés rencontrées pour faire correspondre l'offre de financement à la demande. C'est pour ces raisons que les risques associés à l'investissement dans les actifs des pays émergents et en développement sont souvent jugés trop élevés, dissuadant même les investisseurs qui seraient fortement intéressés par les actifs durables sur le plan climatique et environnemental.

Alors que les investissements liés aux enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) ont augmenté rapidement, leurs effets sur le climat n'apparaissent pas clairement. Ce chapitre démontre que les pays émergents et en développement, en raison de leurs scores ESG systématiquement inférieurs et de la faible proportion que leur allouent les fonds ESG, continuent d'être les parents pauvres de ces investissements.

Des instruments financiers innovants, tels que les fonds d'obligations vertes dans les pays émergents, peuvent aider à surmonter certaines de ces difficultés et à élargir la base d'investisseurs. Les instruments de dette basés sur les résultats, tels que les obligations indexées sur le développement durable, peuvent profiter aux émetteurs des pays émergents, si les principaux aspects contractuels sont définis de manière appropriée.

Les banques multilatérales de développement et les institutions de financement du développement jouent un rôle crucial dans l'intensification du financement privé de l'action climatique. Elles peuvent aider à mettre en place des projets favorables au climat dans les pays à faible revenu, à concevoir et à mettre en œuvre de nouveaux instruments financiers pour mobiliser les investissements privés, et à fournir une capacité d'absorption des risques pour attirer un ensemble plus large d'investisseurs. La fourniture par ces institutions d'une plus grande part de financement en fonds propres, associée à une plus grande appétence pour le risque et à des ressources supplémentaires, aiderait à atteindre ces objectifs.

Le Fonds monétaire international (FMI) peut également jouer un rôle important, notamment par le biais de son nouveau fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité (fonds fiduciaire RD). Il peut

Chapitre 2 Augmenter le financement privé de l'action climatique dans les pays émergents et en développement : défis et opportunités

notamment aider à renforcer l'architecture d'information sur le climat et soutenir les pays émergents et en développement dans la conception et la mise en œuvre de politiques favorables au climat, comme la tarification du carbone. Le financement proposé dans le cadre du fonds fiduciaire RD pourrait aider les pays émergents et en développement pouvant y prétendre à relever les défis structurels à plus long terme du changement climatique, en fournissant un financement abordable et sur une longue durée, et en aidant à stimuler le financement privé (et public). Ce fonds fiduciaire pourrait également être utilisé pour établir un environnement propice à l'investissement, en encourageant des réformes visant à améliorer le cadre réglementaire et à accroître la résilience de l'infrastructure nécessaire pour faire face au changement climatique.

Pour voir les graphiques, veuillez consulter la version en anglais du résumé et du rapport dans son intégralité à l'adresse suivante : <https://www.imf.org/en/Publications/GFSR/Issues/2022/10/11/global-financial-stability-report-october-2022>.